

INTRODUCTION :

De la violence politique et de l'émigration involontaire à la violence mémorielle

Denis Rolland

En 1964, en pleine Guerre froide, le continent peut constater l'incroyable longévité de la révolution emmenée par Fidel Castro à Cuba, aux portes des Etats-Unis. Pour les élites traditionnelles sud-américaines, restreintes, potentiellement menacées dans leur statut économique et social et perméables à la propagande venue de Washington, une crainte se renforce : celle de l'expansion du communisme par des voies légales ou par la stratégie des *focos*, ces foyers révolutionnaires diffusés ou alimentés par La Havane dans un « Tiers-Monde » qui vient d'acquiescer cette désignation¹. Là, les Trente Glorieuses du Premier-Monde alimentent avec l'expansion économique le développement des classes moyennes et des milieux ouvriers ; elles contribuent aussi à l'essor de la population urbaine et des inégalités. Germent et s'enracinent alors théories contestant la domination des pays du Nord (et d'oligarchies considérées comme leur servant de relais locaux) et théologie proposant une alternative aux pauvres.

Est-ce un hasard si le Brésil, pays le plus étendu du continent et aux potentialités de développement les plus importantes, est l'un des premiers gouvernements d'Amérique du Sud à connaître un coup d'Etat militaire ouvrant sur une longue militarisation du pouvoir national² ?

« Le Brésil, société inégalitaire, ne tendait pas naturellement vers le gouvernement démocratique », les « classes dominantes ont éprouvé une durable allergie à l'égard de l'égalité politique et du suffrage universel non contrôlé »³. En 1964, la polarisation s'exacerbe, avant les élections prévues de

¹. En 1952, Alfred Sauvy évoque « ce tiers monde ignoré, exploité, méprisé comme le tiers état, veut lui aussi, être quelque chose » (« Trois mondes, une planète », *L'Observateur*, 14-08-1952).

². Coups d'Etat « préventifs » contre une prétendue contagion communiste ou révolutionnaire : Argentine 1962, Pérou 1962, Equateur 1963, Brésil 1964, Bolivie 1964, Argentine 1966, Pérou 1968.

³. Alain Rouquié, *Le Brésil au XXI^e siècle, Naissance d'un nouveau grand*, Paris, Fayard, 2006, p.165.

1965. João Goulart, Président contesté, issu non directement du suffrage universel mais du renoncement du titulaire Jânio Quadros, propose d'engager des « réformes de base » ; et le discours tend parfois à excéder les objectifs poursuivis. Aux yeux des élites conservatrices et libérales, le nationalisme populiste, pourtant écarté du pouvoir en 1954 avec le suicide de Getúlio Vargas, paraît réincarné : l'ombre d'une menace révolutionnaire et communiste paraît planer sur le Brésil. En réponse à des manifestations populaires et de grande ampleur demandant la mise en œuvre ou l'accélération « des réformes de base », les classes moyennes et l'Eglise défilent massivement « avec Dieu, pour la patrie et la famille » ; beaucoup exhortent les militaires à faire leur office contre le gouvernement, la gauche et un « dispositif militaro-syndical » supposé précisément pouvoir réagir au cas où la hiérarchie militaire serait tentée par un coup de force.

Le 31 mars, « la 'démocratie surveillée' prend fin », selon l'expression d'Alain Rouquié¹. Le pouvoir martial, jusqu'alors « non actif » dans une démocratie encore restreinte, sort des casernes : il s'agit, dit-on, de sauver la démocratie et les libertés, de préserver l'ordre constitutionnel menacé. L'intervention des militaires, antidémocratique mais non *a priori* anti-parlementaire, apparaît initialement comme provisoire. Selon des modalités et objectifs divers, depuis 1889 et surtout les années 1920, l'intervention des militaires est manifeste à chacun des tournants de la vie nationale : depuis 1930, divisées, politisées, les forces armées sont « intervenues quatre fois contre la démocratie pluraliste (en 1937, 1954, 1961 et 1964), et deux fois pour garantir la légalité républicaine (en 1945 et 1955) »².

Au Brésil, sur la trame d'une croissance économique rarement démentie depuis l'après-guerre et de rumeurs persistantes de menaces communistes imminentes, le coup d'Etat militaire, soutenu au moins passivement par une partie importante de la population civile met fin à une phase d'effervescence politique considérable et à vingt ans d'expérience démocratique. Mais beaucoup pensent à de « l'assainissement » politique. Le futur Président Lula, simple ouvrier tourneur en 1964, déclarait à la fin des années 1990 à un magistrat rédigeant une thèse soutenue en Sorbonne (signe d'un rayonnement intellectuel de la France qui conduira à nombre d'exilés) :

« J'avais dix-huit ans, je trouvais que le coup d'Etat c'était bien. L'armée, parmi les ouvriers plus âgés était d'une très grande crédibilité, elle était intouchable, sacrée [...]. A la maison, ma mère écoutait la radio et disait : 'L'armée va réparer le Brésil. Les choses vont s'améliorer pour nous'. La partie la plus pauvre de la population, sans conscience politique, pensait ainsi »³

¹. Alain Rouquié, *ouvr. cité*, p.167.

². *Ibid*, p.168.

³. Entretien avec Luis Inácio da Silva, in Ronaldo Costa Couto, *História indiscreta da ditadura e da abertura*, Rio de Janeiro, Record, 1999, p. 99. Thèse soutenue en Sorbonne sous la direction de Katia de Queirós Mattoso avec les deux co-auteurs de ce livre dans le jury.

L'effondrement du pouvoir civil, sans la résistance attendue des gauches, ouvre sur vingt et une années d'occupation militaire du pouvoir - vingt et une années de dictature, même si le terme peut être discuté pour les premiers temps. En Amérique du Sud, l'intervention militaire au Brésil en 1964 contre le pouvoir civil légal est le premier signe « important » d'une militarisation de la politique. Car, et peu le conçoivent à ce moment, les militaires ne rétrocèdent pas le pouvoir rapidement. Certains militaires brésiliens « ont l'ambition d'une véritable 'révolution politique' contre la démocratie représentative et la classe politique »¹. Après les élections de 1965 qui marquent la victoire dans cinq Etats de l'opposition modérée et la défaite de deux hommes politiques éminents liés aux militaires, la « ligne dure » de l'armée impose sa vision autoritaire de l'ordre politique et repousse *sine die* le retour à l'ordre constitutionnel : l'Acte Institutionnel n°2 instaure un état d'exception et le pluripartisme est aboli, la dictature est cette fois clairement en marche.

Cette militarisation (répétons-le, exceptionnellement durable pour l'époque et la région) se traduit par des méthodes répressives de sinistre mémoire et un bilan humain à l'aune de cette répression. Et si ce bilan est plus dramatique au sud du continent qu'au Brésil, l'ampleur de la phase de répression qui s'ouvre est considérable. Pour certains hommes politiques brésiliens, l'expérience amère de l'exil commence alors. Parmi d'autres - et pas le premier -, le concepteur de Brasília, Oscar Niemeyer fait ainsi l'amère expérience de l'exil : après un temps en Israël, après des honneurs en France en 1965, il travaille pour la ville de Grasse avant de dessiner le projet du siège du Parti Communiste Français place du Colonel Fabien ; en mars 1967, le gouvernement français lui octroie le droit de travailler en France comme architecte².

Mais cet accueil exceptionnel pour un communiste brésilien demeure précisément un fait d'exception, de par l'étendue de la réputation de l'architecte et la solidité de ses réseaux politiques et intellectuels. Pour la plupart des autres, pour la cohorte des anonymes, la précarité - des statuts, de la vie ordinaire - est le pain quotidien. Avec, en décembre 1968, la promulgation de l'Acte Institutionnel n°5, la dictature qui allie militaires et civils se renforce ; et le courant d'émigration aussi. Le Brésil entre alors dans une phase de violence politique extrême. Citons Michel de Certeau en 1970 :

« Des dizaines de syndicalistes ont été arrêtés et liquidés en août dernier dans le Nordeste ; autant de militants étudiants à São Paulo ou Belo Horizonte ; des travailleurs, des professeurs, des hommes politiques disparaissent, soudain prisonniers des chambres de torture où l'on dénude, pend, matraque, électrocute,

¹. Cf. en français Maud Chirio, « Le pouvoir en un mot : les militaires brésiliens et la « révolution » du 31 mars 1964 », *Nuevo Mundo Mundos Nuevos*, Numéro 7 - 2007.

². « L'architecte Oscar Niemeyer est autorisé à exercer en France », *Le Monde*, 1-3-1967.

transperce. [...] L'impossible est précisément en train de se produire. [...] Cette violence, méthodique et inhumaine, nous l'avons trop vue chez nous »¹.

Dans ces conditions, le slogan mis en œuvre par la propagande d'Etat, « *Brasil, ame-o ou deixe-o* / Le Brésil, aimez-le ou quittez-le », prend une ampleur inédite. Avec une modulation significative néanmoins : l'opposition n'est pas « seulement » contrainte à l'exil, car la plupart des prisonniers politiques auraient préféré pouvoir quitter le pays plutôt que de se trouver face à un appareil répressif dont la torture devient l'un des instruments de base.

La France est dans ce cadre l'une des terres d'accueil de ceux qui doivent partir. Pas la première cependant.

Pour beaucoup de Brésiliens chassés ou menacés par une police politique de mieux en mieux formée, y compris par les militaires français diffusant leur expérience des guerres de décolonisation et en particulier de la Guerre d'Algérie, les pays voisins du Brésil sont les premiers refuges « naturels » : l'Uruguay frontalier, à la trajectoire démocratique exemplaire depuis le XIX^e siècle (jusqu'au coup d'Etat de 1973), est ainsi la terre où l'ancien Président déchu, João Goulart et son gendre Brizola trouvent d'abord refuge ; le Chili des années Allende, terre d'expériences « de gauche » de 1970 jusqu'au coup d'Etat de septembre 1973 ; l'Argentine de Perón (coup d'Etat en 1976).

Après 1973, quand le repli et lieu d'expériences chiliens se transforment en un piège pour les exilés des pays voisins, les Etats-Unis et l'Europe deviennent des destinations d'émigration et surtout de réémigration naturelles. La France est l'un de ces pays d'accueil, un pays volontiers « rêvé », mais un pays parmi d'autres, certaines terres européennes, scandinaves notamment, s'avérant sans nul doute mieux disposées, voire plus accueillantes *a priori*.

La France de 1964 ou même de 1968 est encore la France de la croissance, du gaullisme dominant, d'un pouvoir internationalement non aligné, certes mais qui ne rechigne pas dans les cercles du pouvoir à l'anticommunisme élémentaire. C'est une France qui vit aussi les derniers feux d'une politique d'immigration très ouverte, une France, enfin, peu habituée à l'immigration politique latino-américaine et qui fait, avec les Brésiliens, l'une de ses premières expériences, avant de faire celle - sans commune mesure numérique - de l'exil « chilien » ; chilien entre guillemets, parce qu'aux Chiliens se mêlent nombre d'autres Latino-Américains réémigrant du Chili. C'est alors une présence brésilienne (et latino-américaine) au profil sociologique nouveau dans le paysage traditionnel de la résidence latino-américaine en France : ce ne sont plus seulement les élites nationales très fortunées, planteurs de café ou autres, qui séjournent en France dans les hôtels de luxe ou de riches demeures ; avec les exilés des gouvernements militaires brésiliens, surtout à la fin des années 1960 et au début des années 1970, ce sont

¹. *Terreur et torture au Brésil*, document Cimade, janvier 1970, archives Cimade-BDIC, 2B6/6.

des individus très engagés politiquement et des membres des classes moyennes, fréquemment sans fortune, qui arrivent. La politique d'accueil se pose alors, de même que la configuration des instruments d'accompagnement ou d'aide.

Ceci explique en partie l'organisation de ce recueil documentaire, en particulier l'importance donnée aux instruments français liés, d'une manière ou d'une autre, à la gestion de cet exil brésilien. Avec des questionnements récurrents, au cœur de la réflexion des acteurs : accueillir ou non les réfugiés et, si oui, comment les contrôler ? Assister, aider ces émigrés involontaires, et aller ou non au-delà, organiser la résistance à la répression ? Avec des questionnements au cœur de la réflexion des auteurs : l'exil brésilien favorise-t-il la création de passeurs culturels, suscite-t-il des rapprochements politiques contre la dictature et certaines évolutions idéologiques – brésiliennes et françaises ? Dans le domaine matériel, des politiques d'Etat ou de partis, des pratiques et structures d'accueil, l'exil brésilien a-t-il « préparé le terrain » des exils latino-américains ultérieurs – chilien au premier rang ?

Ce volume réunit des sources que nous avons souhaité mettre à disposition du lecteur en trois temps : celui des origines et des causes de l'exil ; celui du témoignage oral ; celui des archives et de la documentation imprimée ou en ligne sur l'exil.

- L'ouvrage commence par une *initiation documentaire et photographique à la situation du Brésil des années 1960 et 1970* : comme une introduction « silencieuse » aux raisons de l'exil, comme aussi un écho comparatif à ces images que nous connaissons mieux de mai 1968 en France. Ce livre s'ouvre sur un parcours en images de la violence politique. Mais c'est aussi une manifestation de la qualité des services d'archives au Brésil, puisqu'il s'agit en grande partie d'un fonds en cours de digitalisation complète. Issus pour l'essentiel des archives de l'Etat de São Paulo - en particulier du fonds du journal *Ultima Hora* - et, dans une moindre mesure, des archives de la fondation Perseu Abramo, ces photos, « premières » de quotidiens paulistes et caricatures, donnent la tonalité du contexte d'exil, indispensable notamment pour un public français ou francophone peu au fait des événements politiques brésiliens. Une **tonalité partielle, les auteurs en ont conscience**, le Brésil continuant à vivre (et globalement plutôt bien) durant les premières années des gouvernements militaires « en marge » de cette violence.

- Vient ensuite *la parole des témoins*, cette contribution à la confection des archives orales de l'exil, lesquelles permettent de construire une première approche réticulée de l'exil et des exilés.

L'entreprise des pages qui suivent ne vise nullement à créer une histoire commune, « autorisée »¹, même si plusieurs de nos témoins sont universitaires ; ni l'histoire d'une « diaspora »² d'exilés, finalement très temporaire. Nulle volonté de composer mémoires individuelles et mémoires savantes, mémoires du quotidien et des événements, pour « arranger » des séries discontinues et des expériences individuelles afin de les rendre intelligibles, en les plaçant dans une expérience collective, en leur donnant continuité et contiguïté, comme pour conjurer l'éloignement, la division physique et les douleurs individuelles. Ici, nulle identité diasporique claire mais des parcours individuels, même si **les parcours** qui se croisent manifestent une forme relative d'humanisation de l'exil (ou d'autres formes de déterritorialisation) ; une humanisation créée par un espace métaphorique qui rassemble par l'esprit certains des lieux de la dispersion et certains itinéraires singuliers.

Lors du colloque qui est à l'origine de la partie centrale de ce livre, un « témoin », João Quartim a plaisanté autour de la question du rapport entre l'ethnologue et l'Indien : il a dit qu'il était venu au colloque comme « Indien » ; mais ses propos se rapprochaient plus d'une esquisse d'analyse politique, de ce que Pierre Bourdieu appelle « l'illusion biographique »³. Néanmoins, les réponses de João Quartim pendant les débats ont mis en évidence nombre de détails ignorés sur la revue *Debate* (dont on trouvera quelques reproductions en troisième partie) : comme par exemple l'aide des trotskystes, au début de la revue, publiée à Paris entre 1970 et 1982⁴.

Daniel Aarão Reis a résumé son histoire en exil : Alger, Cuba, Chili, Panamá, Mozambique, Portugal et la France où il a vécu deux ans et demi et fait des études d'histoire à l'Université de Paris VII. Son témoignage manifeste son « métier » d'historien quand, par exemple, il donne des détails de son entretien avec un policier, à la Préfecture de Police, qui lui fait discrètement comprendre qu'il connaissait bien sa trajectoire au Brésil – ce qui pose la question du lien direct éventuel entre polices française et brésilienne. Le récit de Daniel Aarão Reis est ainsi explicitement établi pour aider les chercheurs étudiant la répression contre les exilés.

Hamilton Lopes dos Santos est un des rares exemples d'exilé brésilien qui continue aujourd'hui, un demi-siècle plus tard, à vivre en France (un plus

1. Emmanuel Ma Mung, « La dispersion comme ressource », in Laurent Cesari, *Les anonymes de la mondialisation*, Paris, L'Harmattan, 1999.

2. Pour Yves Lacoste cependant (« Géopolitique des diasporas », *Hérodote*, Paris, La Découverte, 1989), l'usage du mot devrait être réservé à un phénomène d'exode massif, excluant le cas brésilien alors. Pour toute définition, nous renvoyons à Michel Bruneau, « Espaces et territoires de diasporas », *L'Espace géographique*, 1-1994, pp.7 sq.

3. Pierre Bourdieu. « L'illusion biographique ». *Actes de la Recherche en Sciences Sociales* (62 / 63) : 69-72, juin 1986.

4. Pour reprendre ici et dans les lignes qui suivent les propos de Marcelo Ridenti, collègue de l'université de Campinas.

grand nombre de Chiliens sont demeurés en France). Il montre l'intégration progressive d'un Brésilien à la vie française, y compris dans la militance politique. Si les témoignages d'Hamilton Lopes dos Santos, Daniel Aarão Reis et João Quartim ont été produits par des « Indiens » qui, en outre, fonctionnent comme « ethnologues » d'eux-mêmes, la recherche de Laurette Wittner revêt plutôt un caractère de reconstruction identitaire d'une exilée : la sienne, car elle fait un exposé historique et existentiel. Ces témoignages produits lors de la rencontre de 2005 sont donc très divers.

Après le colloque, Lucia Salvia Coelho, Tereza Costa Rego et Ricardo Vilas, Michael Löwy et Fernando Henrique Cardoso (à travers la tentative originale de Brigitte Hersant-Leoni de reconstitution d'une mémoire collective) ont fourni des témoignages forts sur leur expérience en exil. Le musicien Ricardo Vilas affirme ainsi que l'exil a donné « une plus grande intensité à [son] parcours d'artiste », à tel point d'ailleurs qu'il a choisi de revenir en France cinq ans après son retour au Brésil.

Même avec ces ajouts postérieurs, cette dizaine de témoignages ne constitue qu'un échantillonnage numériquement limité¹. Parce que beaucoup de parcours se croisent ou se complètent, ils fournissent toutefois une ébauche de cette typologie complexe des « exilés » et proposent un parcours dans la mémoire de l'exil « en France » ou « passant par la France ».

- Dans un troisième temps, place est donnée aux *archives écrites de l'exil* françaises ou brésiliennes (dans une moindre mesure), accompagnées de quelques éléments de réflexion sur la gestion et l'instrumentalisation des sources au Brésil. Cette déclinaison des situations et entrelacs de l'exil sera étayée en quatre étapes : militance et réseaux de solidarité politique ; parcours d'exil des émigrants, en deux temps, deux dimensions, d'abord du point de vue de l'assistance et, souvent, des sans-grades, ensuite du point de vue des institutions diplomatiques françaises et donc des exilés politiques généralement visibles ; enfin, chemins biaisés d'une mémoire brésilienne qui n'a pas achevé son *aggiornamento*.

Il s'agit d'abord de donner un aperçu des (res)sources exceptionnelles de la Bibliothèque de Documentation Internationale Contemporaine (BDIC, sur le campus de l'université de Paris X-Nanterre, celle-là même où commença « mai 68 » et que nombre d'exilés brésiliens fréquentèrent). Affiches, tracts, revues, correspondances de l'exil ont trouvé là un remarquable conservatoire, attestant jusqu'à aujourd'hui des réseaux de solidarité entre Brésiliens, formellement exilés ou non, et Français.

Puis, grâce à un regard porté sur les fonds d'archives de la CIMADE (récemment déposé à la BDIC), cet organisme protestant central dans l'accompagnement des réfugiés en France, on éclairera en particulier les sans-

¹. Il en existe évidemment beaucoup d'autres (publiés ou non au Brésil), mais pas spécifiquement concentrés sur la France.

grades de l'exil, ceux que leurs réseaux personnels ou politiques ne conduisent pas nécessairement à être aidés dans leur errance involontaire.

Les archives du ministère français des Affaires étrangères valorisent les exilés « importants ». Elles mettent en perspective les circuits français d'information sur ces exilés. Elles soulignent la complexité de la gestion politique, loin d'être manichéenne, de cette question entre autorités françaises et brésiliennes mais aussi entre autorités françaises (Intérieur/Affaires étrangères). On distingue **deux temps, avant et après 1968 et l'AI-5 ; le tout autour de quelques questions précises : l'ébauche d'une réflexion politique sur la réception de l'exil l'année du coup d'Etat, regards sur quelques grandes figures, et en particulier sur les « bannis » d'Alger, militants pour la plupart de la lutte armée, anciens guérilleros et l'hypothèse de leur réémigration vers la France.**

Nous montrerons enfin que cette question de l'exil et des années de gouvernement militaire demeure très vive, parfois brûlante, dans la mémoire nationale brésilienne, avec l'instrumentalisation via Internet (et la très possible altération) d'une documentation (de provenance officiellement non identifiée mais très vraisemblablement militaire) ; le tout en faveur d'une relecture du passé, voisine du révisionnisme et de la délation à grande échelle.

En 1980, quelques mois après sa publication au Brésil, paraissait en France l'ouvrage d'un des « bannis d'Alger », l'un de ceux qui avaient participé à l'enlèvement de l'ambassadeur nord-américain à Rio, l'un des « terroristes » échangés contre l'ambassadeur d'Allemagne. L'impressionnant ouvrage documentaire de Fernando Gabeira, *O que isso companheiro ?* est peu à peu tombé dans l'oubli avec la mémoire des dictatures latino-américaines et des solidarités tissées alors avec des milieux politiques dépassant largement la seule gauche. Tandis que l'Amérique latine retrouvait la démocratie et que, simultanément, le poids et l'écho des exilés latino-américains dans la société française s'amenuisait, **est-ce aussi un signe que les liens** entre France et Amérique latine ont changé de nature, que l'intérêt du public français pour les récits militants d'Amérique latine a beaucoup diminué, que cet intérêt a évolué ? D'une certaine manière aussi, après les transitions espagnoles et portugaises, l'arrivée de la gauche au pouvoir en France avec l'élection de François Mitterrand à la Présidence a dépossédé les gauches latino-américaines de leur spécificité, de leur exemplarité : l'expérience du pouvoir.

Les gouvernements militaires en Amérique latine n'ont que trop duré dans le derniers tiers du XX^e siècle. Mais pas assez pour que s'établissent avec les Latino-Américains - Cubains et Haïtiens exceptés - une forme de « peuples-monde » de la longue durée, comme aujourd'hui Grecs, Indiens ou Chinois¹. La très grande majorité des Brésiliens, Chiliens, Argentins... est rentrée au

¹. Michel Bruneau, « Peuples-monde de la longue durée : Grecs, Indiens, Chinois », *L'Espace géographique*, 3-2001, pp. 193-212.

pays d'origine, s'est fondue plus ou moins bien dans la mémoire et la temporalité du pays devenu pays du retour, plus ou moins bien accueillie et vivant plus ou moins bien le retour au pays. C'est cette perception, cette mémoire divergente que l'on souhaite également esquisser dans ce volume.

Si l'on prend un peu de recul, on comprendra que ce recueil touche à une pierre d'angle - seulement - de l'histoire du Brésil et à un volet de l'histoire politique et sociale de l'histoire de l'Europe occidentale, autour de la prise en compte et de la gestion de l'immigration politique. Au Brésil, un ancien Président (Fernando Henrique Cardoso) et nombre d'acteurs politiques de l'entourage du Président Lula sont issus de cette génération de Brésiliens ayant vécu à l'étranger ces années des gouvernements militaires ; et une partie de la gauche brésilienne a reformaté son idéologie en exil. En France, la présence des « exilés » brésiliens a été la confirmation d'une mutation culturelle, ajoutant à la pierre fondatrice cubaine, castriste ou guévariste, un premier mortier, brésilien, au stéréotype nouveau du Latino-Américain, homme de gauche expérimenté et volontiers guérillero – avant le déterminant flux chilien né du coup d'Etat du général Pinochet ; et le voisinage avec cet exil brésilien très politisé a contribué à former en particulier les élites militantes françaises « de gauche » ; les deux générations d'exilés brésiliens (1964-1965 et après 1968) posent aussi en pointillé le problème de l'accueil officiel ou associatif des exilés politiques dans la France des **Trente Glorieuses, un problème que la chute de Salvador Allende rendra crucial.**

Nous espérons ainsi que les pages qui suivent ouvrent sur une histoire sensible, non finalisée, non téléologique : une histoire des politiques françaises d'accueil des étrangers, une histoire du Brésil des années de dictature, une histoire des relations internationales entre Nord et Sud et des transferts culturels ; enfin une histoire des identités au risque de l'exil ou des liens entre mémoire et histoire. Et si l'ouvrage éclaire et étend la réflexion à d'autres sphères que celle du kaléidoscope de l'exil brésilien et de ses strates de représentations, ce travail de mineur de fond en archives orales, écrites ou photographiques aura assurément trouvé son utilité.

